RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 17632
Numéro SIREN : 852 004 175
Nom ou dénomination : DocuNext 2

Ce dépôt a été enregistré le 02/11/2020 sous le numéro de dépôt 111965

DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 1 €
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 15 SEPTEMBRE 2020

…/…

TROISIEME DECISION

Suppression de l'article 12.3 (Agrément) des statuts de la Société et modification corrélative des articles 14.4 (Pouvoirs du Directeur Général) et 16.1 (Compétence des associés) des statuts de la Société

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide de supprimer la procédure d'agrément figurant à l'article 12.3 (Agrément) des statuts de la Société.

En conséquence de ce qui précède et afin de supprimer les références à la procéder d'agrément, l'associé unique décide également de modifier les articles 14.4 (Pouvoirs du Directeur Général) et 16.1 (Compétence des associés) des statuts de la Société.

Le dernier paragraphe de l'article 14.4 (Pouvoirs du Directeur Général) des statuts de la Société est modifié comme suit :

« ***14.4 - Pouvoirs du Directeur Général***

[…]

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du président en vertu de dispositions légales ou réglementaires. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 16.1 (Compétence des associés) des statuts de la Société est modifié comme suit :

« ***16.1 - Compétence des associés***

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

(i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
(ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise,

d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,

(iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,

(iv) transformation de la Société en une autre forme,

(v) prolongation de la durée de la Société,

(vi) dissolution de la Société,

(vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,

(viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,

(ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,

(x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,

(xi) nomination, renouvellement et révocation du président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,

(xii) nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,

(xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :

- *l'inaliénabilité des actions,*
- *l'obligation d'un associé de transférer ses titres,*
- *la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,*
- *l'augmentation des engagements des associés,*
- *au changement de nationalité de la Société,*

(xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le président et b) de celles décidées par le président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,

(xv) toute décision qui serait prévue par la Loi.

[…] »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

…/…



« ***Extrait certifié conforme*** »
Par le Président, Groupe Baelen
Représentée par Pierre Baelen

DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 1 euro
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
PAR ACTE SOUS SEING PRIVE EN DATE DU 15 SEPTEMBRE 2020

…/…

PREMIERE DECISION

Nomination de Monsieur Stéphane Puthon en qualité de directeur général et fixation de ses pouvoirs

L'associée unique

[…]

décide de nommer en qualité de directeur général de la Société, avec effet à la date de réalisation de l'Acquisition et pour une durée indéterminée :

> **Monsieur Stéphane Puthon**, de nationalité française, né le 9 mars 1972 à Poitiers (86), domicilié 25 rue Joseph Deville – 92700 Colombes.

[…]

Monsieur Stéphane Puthon accepte le mandat de directeur général qui vient de lui être confié et déclare n'être frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer ledit mandat au sein de la Société.

Monsieur Stéphane Puthon, en sa qualité de directeur général, bénéficiera à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société dans la limite de l'objet social.

[…]

Monsieur Stéphane Puthon a fait savoir par avance qu'il accepterait les fonctions de directeur général qui pourraient lui être confiées et a déclaré n'être frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer ledit mandat au sein de la Société.

…/…

Certifié conforme par Groupe Baelen
Elle-même représentée par Pierre Baelen
Président de la Société



DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 42.000.001 €
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 15 SEPTEMBRE 2020

Le 15 septembre 2020,

Groupe Baelen, société par actions simplifiée au capital de 9.178.810 €, dont le siège social est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris ayant pour numéro unique d'identification 484 158 779 R.C.S. Paris, représentée par son Président, Monsieur Pierre Baelen, lui-même représenté par Monsieur Jérôme Lefevre en vertu d'un pouvoir (le « **Président** »),

Après avoir rappelé que :

1. Aux termes de sa première décision, l'associée unique de la Société a décidé ce jour de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 34.873.038 € par l'émission, au pair, de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune (l'« **Augmentation de Capital** ») ;

2. L'Augmentation de Capital a été émise au profit de l'associée unique, la société DocuNext 3 ;

3. La société DocuNext 3 a fait part de son souhait de souscrire à l'Augmentation de Capital à hauteur de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles, par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte-courant d'associé ;

A pris les décisions suivantes :

- *Arrêté du montant du compte courant de la société DocuNext 3,*
- *Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,*
- *Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société,*
- *Pouvoirs pour les formalités légales.*

I. <u>Arrêté du montant du compte courant d'associé détenu par la société Groupe Baelen sur la Société</u>

Le président prend acte que la société DocuNext 3 a confirmé sa volonté de souscrire à l'Augmentation de Capital en libérant sa souscription à hauteur de trente-quatre millions huit cent soixante-treize mille trente-huit (34.873.038) euros avec une créance certaine liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte courant d'associé.

Le président, après examen de la comptabilité de la Société, constate que la société DocuNext 3 détient dans les livres de la Société une créance d'un montant de trente-quatre millions huit cent soixante-treize mille trente-huit (34.873.038) euros au titre de son compte-courant d'associé, arrête le montant de cette créance et constate que cette créance est certaine, liquide et exigible.

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 16/10 2020 Dossier 2020 00034868, référence 7584P61 2020 A 11826
Enregistrement : 0 € *Penalités* : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Yves TOURIN
Agent des Finances Publiques

II. Constatation de la réalisation de l'Augmentation de Capital

Le président, au vu :

(i) du bulletin de souscription qui lui a été remis par la société DocuNext 3, constatant que cette dernière a souscrit à hauteur de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles et libéré la somme de trente-quatre millions huit cent soixante-treize mille trente-huit (34.873.038) euros par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle détient sur la Société au titre de son compte-courant d'associé ;

(ii) du certificat du commissaire aux comptes ad hoc tenant lieu de certificat du dépositaire,

Constate que l'Augmentation de Capital a été intégralement souscrite par la société DocuNext 3 et libérée par compensation,

Déclare, en conséquence, que l'Augmentation de Capital est définitivement et régulièrement réalisée, le capital social passant ainsi de 42.000.001 € divisé en 42.000.001 actions à 76.873.039 € divisé en 76.873.039 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Décide de clore la période de souscription par anticipation,

III. Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société

Le président, en conséquence des décisions qui précèdent, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société de la manière suivante :

(i) Il est ajouté à la fin de l'article 6 (Apports) des statuts de la société le paragraphe suivant :

« Par décisions en date du 15 septembre 2020, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes des décisions de l'associée unique en date du même jour, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 34.873.038 € pour le porter de 42.000.001 € à 76.873.039 €, par voie d'émission de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

(ii) L'article 7 (Capital social) est désormais libellé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille trente-neuf (76.873.039) euros. Il est divisé en soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille trente-neuf (76.873.039) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie. »

IV. Pouvoirs pour les formalités légales

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie certifiée ou d'un extrait du procès-verbal des présentes décisions pour remplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres requises par la loi.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président.

Groupe Baelen
Président
Représentée par Pierre Baelen
Lui-même représenté par Jérôme Lefevre en vertu d'un pouvoir

DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 1 €
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 15 SEPTEMBRE 2020

.../...

DEUXIEME DECISION

Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital résultant des apports en nature et modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent et conformément à l'article L. 225-147 alinéa 3 du Code de commerce, l'associé unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de quarante-deux millions (42 000 000) €, pour le porter d'un (1) € à quarante-deux millions un (42 000 001) €, par émission de quarante-deux millions (42 000 000) actions nouvelles émises à leur valeur nominale, soit un (1) €, entièrement libérées et attribuées à la société DocuNext 3.

Ces actions nouvelles porteront jouissance à l'issue de la présente réunion, date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, et seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises, comme elles, à toutes les dispositions des statuts. Ainsi, les droits aux dividendes des actions nouvelles s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours.

Les actions nouvelles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toutes retenues d'impôts en sorte que toutes les actions, de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toutes répartitions ou de tous remboursements effectués pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation.

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant des apports susvisés et décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société.

Il est ajouté, à la fin de l'article 6 (Apports) des statuts de la Société, le paragraphe suivant :

« ***ARTICLE 6 – APPORTS***

[...]

Par décisions en date du 15 septembre 2020, l'associé unique de la Société a :

- *approuvé l'apport en nature consenti par la société DocuNext 3 à la Société de 1 489 893 actions de la société DocuNext (824 489 983 R.C.S. Paris) ;*

- *décidé d'augmenter le capital social d'un montant de quarante-deux millions (42 000 000) €, pour le porter d'un (1) € à quarante-deux millions un (42 000 001) €, par émission de quarante-deux millions (42 000 000) actions nouvelles émises à leur valeur nominale, soit*

un (1) €, entièrement libérées et attribuées à la société DocuNext 3 en rémunération de son apport. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 7 (Capital social) des statuts de la Société est désormais rédigé comme suit :

*« **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL***

Le capital social est fixé à la somme de quarante-deux millions un (42 000 001) €.

Il est divisé en quarante-deux millions un (42 000 001) actions d'une seule catégorie, intégralement libérées, d'une valeur nominale d'un (1) €. »

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

...I...

QUATRIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

Cette décision est adoptée par l'associé unique.

...I...

« ***Extrait certifié conforme*** »
Par le Président, Groupe Baelen
Représentée par Pierre Baelen

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 29/09 2020 Dossier 2020 00032332, référence 7584P61 2020 A 10986
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques

Aline MICH... XENIA
Contrôleur
des Finances publiques

DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 42.000.001 €
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE PRISES PAR ACTE SOUS SEING PRIVE EN DATE DU 15 SEPTEMBRE 2020

Le 15 septembre 2020, à 11h00,

La soussignée,

DocuNext 3, société par actions simplifiée au capital de 37.000.007 €, dont le siège social est situé 59 boulevard Exelmans – 75016 Paris, et ayant pour numéro unique d'identification 844 858 456 R.C.S. Paris, représentée par son Président, la société Groupe Baelen, elle-même représentée par Monsieur Pierre Baelen, lui-même représenté par Monsieur Jérôme Lefevre en vertu d'un pouvoir,

Associée unique de la Société,

A pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

- *Augmentation du capital social d'un montant de 34.873.038 €, par émission de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune au profit de l'associée unique ; pouvoirs à conférer au président ;*
- *Constatation de l'absence d'obligation légale de consultation de l'associé unique sur un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés en application de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

L'associée unique atteste avoir eu à sa disposition l'ensemble des documents d'information lui permettant de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur les décisions à prendre.

PREMIERE DECISION

Augmentation du capital social d'un montant de 34.873.038 €, par émission de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune au profit de l'associée unique ; pouvoirs à conférer au président

L'associée unique, après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré :

1. **Décide,** conformément aux articles L. 225-127 et suivants du Code de commerce, et en particulier à l'article L. 225-132, d'augmenter le capital social qui s'élève à la somme de 42.000.001 € représenté par 42.000.001 actions de 1 €, d'un montant de 34.873.038 € par création et émission de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles de 1 € chacune, pour le porter à 76.873.039 € divisé en 76.873.039 actions de 1 € de valeur nominale chacune (l' « ***Augmentation de Capital*** »).

2. **Décide** que ces 34.873.038 actions nouvelles seront émises au pair, soit un montant de souscription global de 34.873.038 €.

3. **Décide** que la souscription à l'Augmentation de Capital est maintenue au profit de l'associée unique, la société DocuNext 3.

4. **Décide** que la période de souscription sera ouverte à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2020 à minuit.

5. **Décide** que la souscription s'exercera par la signature par la société DocuNext 3, d'un bulletin de souscription accompagné de l'engagement pris de libérer la somme souscrite en numéraire et que le bulletin devra être remis à la Société, et la somme correspondante libérée, à compter de ce jour et au plus tard le 30 septembre 2020, à défaut de quoi l'Augmentation de Capital sera caduque, sauf prorogation décidée par le Président. Toutefois, ce délai de souscription se trouvera clos par anticipation dès lors que la souscription aura été exercée et que l'Augmentation de Capital aura été intégralement souscrite et libérée.

6. **Décide** que ces actions ordinaires nouvelles seront intégralement libérées à la souscription par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société.

7. **Décide** que les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital et que, pour le surplus, les actions nouvelles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions collectives des associés.

8. **Renonce** expressément aux délais et formalités prévus par les articles L. 225-142 et R. 225-120 du Code de commerce.

9. **Décide** d'autoriser le Président à :

   - modifier éventuellement les dates d'ouverture et de clôture de la souscription,
   - recueillir la souscription des actions, ainsi que les fonds permettant la libération de cette souscription et obtenir le certificat attestant la libération de la souscription ;
   - clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ;
   - constater la souscription et la libération de l'intégralité des 34.873.038 actions ordinaires nouvelles et, en conséquence, la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital en résultant, et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société, et
   - procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à cette réalisation.

DEUXIEME DECISION

Constatation de l'absence d'obligation légale de consultation de l'associé unique sur un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés en application de l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce

L'associée unique, après avoir pris connaissance des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, lesquelles imposent à l'associé unique de se prononcer, dans certains cas, sur un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés, prend acte de la non-application de ces dispositions au cas particulier, dans la mesure où la Société n'emploie pas à ce jour de salariés.

TROISIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'associée unique donne tous pouvoirs aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts et publications prescrits par la loi.

Fait à Paris, le 15 septembre 2020.

En un (1) exemplaire original.

DOCUNEXT 3

Associée unique

Représentée par Groupe Baelen

Elle-même représentée par Pierre Baelen

Lui-même représenté par Jérôme Lefevre en vertu d'un pouvoir

SIGNATURE

DocuNext 2
Société par actions simplifiée au capital de 76.873.039 €
Siège social : 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris
852 004 175 R.C.S. Paris

STATUTS

Copie certifiée conforme le 15 septembre 2020

Groupe Baelen
Représentée par Pierre Baelen
Lui-même représenté par Jérôme Lefevre
Président

Mis à jour par décisions de l'associée unique et du Président en date du 15 septembre 2020

La soussignée,

Groupe Baelen, société par actions simplifiée au capital de 9.178.810 €, dont le siège est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris, ayant pour numéro unique d'identification 484 158 779 R.C.S. Paris, représentée par son Président, Monsieur Pierre Baelen, dûment habilité à l'effet des présentes,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'elle institue.

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous cette forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut procéder à des opérations d'offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 alinéa 1 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la prise de participation dans toutes sociétés commerciales, industrielles et de services ainsi que dans toutes sociétés et groupements de toutes formes et la gestion de ces participations ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, commerciales ou industrielles ;
- toutes prestations de services dans le cadre de l'animation de l'activité des sociétés dans lesquelles elle détient des participations ;
- toutes activités de gestion de services centralisés pour le compte de toutes sociétés ; la fourniture de toutes prestations de services en matière commerciale, financière, administrative ou autre, ainsi que la réalisation de toutes opérations financières, immobilières ou commerciales, tant au profit ou à destination des sociétés dans lesquelles la Société détient une participation que de tiers ;
- l'acquisition de brevets, marques, noms de domaine, savoir-faire, de tous produits de la propriété industrielle et de la propriété intellectuelle, la gestion de ces produits ainsi que toute opération de protection de droits dont la Société ou l'une de ses filiales sera détentrice ;
- et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Pour réaliser cet objet, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes et/ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies, ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **DocuNext 2** ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par décision du Président, qui dispose dans ce cas des pouvoirs pour modifier les statuts, cette décision ne nécessitant pas de ratification par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés.

Il peut être transféré et en tout autre lieu par une décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, la société Groupe Baelen a fait apport d'une somme en numéraire d'un (1) euro, correspondant à la souscription d'une (1) action d'un (1) € de valeur nominale, souscrite et intégralement libérée.

Cette somme a été déposée, pour le compte de la Société en formation, à la banque Caisse d'Epargne Ile-de-France située 26/28, rue Neuve Tolbiac – CS 91344 – 75633 Paris CEDEX 13, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire.

Par décisions en date du 15 septembre 2020, l'associé unique de la Société a :

- approuvé l'apport en nature consenti par la société DocuNext 3 à la Société de 1.489.893 actions de la société DocuNext (824 489 983 R.C.S. Paris) ;

- décidé d'augmenter le capital social d'un montant de quarante-deux millions (42.000.000) €, pour le porter d'un (1) € à quarante-deux millions un (42.000.001) €, par émission de quarante-deux millions (42.000.000) actions nouvelles émises à leur valeur nominale, soit un (1) €, entièrement libérées et attribuées à la société DocuNext 3 en rémunération de son apport.

Par décisions en date du 15 septembre 2020, le Président, statuant conformément aux pouvoirs conférés aux termes des décisions de l'associée unique en date du même jour, a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant de 34.873.038 € pour le porter de 42.000.001 € à 76.873.039 €, par voie d'émission de 34.873.038 actions ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominale.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille trente-neuf (76.873.039) euros. Il est divisé en soixante-seize millions huit cent soixante-treize mille trente-neuf (76.873.039) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1. Actions de numéraire

En cours de vie sociale, les actions de numéraire sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de la date d'émission desdites actions.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance des associés, quinze (15) jours calendaires au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux légal en matière commerciale.

La Société dispose, pour obtenir le versement de ces sommes, du droit d'exécution et des sanctions prévues par les articles L.228-27 et suivants du Code de commerce.

9.2. Actions d'apport

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ou l'associé unique ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.3. A chaque action est attaché un droit de vote donnant droit à une voix.

11.4. A l'égard de la Société, les titres sont indivisibles, sous réserve des dispositions suivantes :

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires des associés et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux réunions de la collectivité des associés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce, statuant en référé.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage. Le droit de l'associé d'obtenir communication des documents sociaux appartient également à chacun des copropriétaires d'actions indivises, au nu-propriétaire et à l'usufruitier d'actions.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est simultanément inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert, à moins que les cessionnaires desdites actions reprennent expressément l'engagement de libération du solde aux termes d'un acte écrit.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.2. Négociabilité

Les actions sont librement négociables aprés l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions créées sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

13.1. Statut du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est nommé, renouvelé et remplacé par l'associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés. La durée du mandat du Président est fixée dans la décision qui le nomme ou lors de toute décision ultérieure. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

13.3. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés ou, le cas échéant, l'associé unique, trente (30) jours calendaires au moins á l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé lors de la consultation de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable á tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique. La révocation du Président n'a pas á être motivée.

13.4. Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société á l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra limiter les pouvoirs du Président.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Toutefois, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés et tous rapports à présenter á l'approbation de l'associé unique.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

14.1. Statut du Directeur Général

L'associé unique ou, le cas échéant, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, pour assister le Président dans l'accomplissement de ses fonctions.

Aucune personne physique ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être nommée Directeur Général de la Société.

14.2. Nomination du Directeur Général

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé et renouvelé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique. La durée du mandat du Directeur Général et, le cas échéant, sa rémunération sont fixées dans la décision qui le nomme, ou par décision séparée de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique.

14.3. Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique trente (30) jours au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique.

Le Directeur Général est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique. La révocation du Directeur Général n'a pas à être motivée.

14.4. Pouvoirs du Directeur Général

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme et peut être modifiée ultérieurement par décision de la collectivité des associés ou le cas échéant, de l'associé unique.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique pourra décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du président en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, LES DIRIGEANTS ET L'UN DE SES ASSOCIES

15.1 Associé unique

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10, dernier alinéa du Code de commerce, il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique de toute convention intervenue au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) le Directeur Général, (iii) l'un de ses dirigeants.

15.2 Pluralité d'associés

Le Commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président présente aux associés un rapport sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, le Directeur Général, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, si l'associé est une société, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

15.3 Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, au Directeur Général et aux autres dirigeants de la Société.

15.4 Les articles 15.1 et 15.2 ne s'appliquent pas aux différents éléments de rémunération du Président et du Directeur Général, dès lors qu'ils ont été préalablement décidés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ASSOCIES

16.1 Compétence des associés

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

(i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
(ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,
(iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,
(iv) transformation de la Société en une autre forme,
(v) prolongation de la durée de la Société,
(vi) dissolution de la Société,
(vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,
(viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,
(ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
(x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,
(xi) nomination, renouvellement et révocation du président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xii) nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
(xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :
- l'inaliénabilité des actions,
- l'obligation d'un associé de transférer ses titres,
- la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,
- l'augmentation des engagements des associés,
- au changement de nationalité de la Société,

(xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siége en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le président et b) de celles décidées par le président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,
(xv) toute décision qui serait prévue par la Loi.

En cas de pluralité d'associés, ces décisions sont prises par ces derniers dans les conditions de l'article 16.2 ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, et le cas échéant du Directeur Général.

Le Commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, est informé de toute décision de l'associé unique.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

16.2 Pluralité d'associés

16.2.1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Tous moyens de communication - vidéo, visioconférence, courriel, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

16.2.2. Les décisions collectives des associés peuvent aussi s'exprimer dans un acte, à la demande du Président. Dans ce cas, l'apposition des signatures manuscrites ou électroniques de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le Commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'actes emportant prise de décision ; une copie de l'acte lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalable des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom et prénom) et le nombre d'actions de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la Société pour être inséré dans le registre des procès-verbaux.

Pour les besoins des tiers ou les formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

16.2.3. L'assemblée est convoquée par le Président ou, en cas de carence du Président, par le Commissaire aux comptes ou par un mandataire désigné en justice.

La convocation est faite par tous moyens écrits (incluant mais non limitativement courrier électronique, lettres, etc) huit (8) jours calendaires au moins avant la date de la réunion ; elle indique les jour, heure, lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour. Un délai de convocation plus court peut être pratiqué, avec l'accord unanime des associés ou en cas d'urgence motivée par l'auteur de la convocation. Le lieu de convocation est déterminé librement par l'auteur de la convocation.

Tout associé disposant d'au moins 15 % du capital peut requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Sa demande, appuyée d'un bref exposé des motifs, doit être parvenue à la Société au plus tard la veille de la tenue de la réunion.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit un président de séance. L'assemblée convoquée à l'initiative du Commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence et est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président.

Les associés peuvent prendre connaissance au siège social des documents nécessaires à leur information pour la tenue de l'assemblée, sur demande préalable formulée par tout moyen écrit et adressée à la Société. Le Président jugera recevables ou non les demandes d'information. Pour l'assemblée d'approbation des comptes annuels, les documents suivants pourront être communiqués en copie à la demande d'un associé : texte des résolutions, comptes annuels et, le cas échéant, rapport de gestion s'il en est établi un.

16.2.4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par tous moyens, dès lors que ce moyen permet de rapporter la preuve de l'envoi par la Société. Le vote des associés peut être émis par tous moyens écrits (lettre, courrier électronique, télécopie ...).

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi du texte des résolutions pour émettre leur vote par écrit.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

16.2.5. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix qu'il soit ou non associé. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

16.2.6 Les décisions collectives énumérées aux points (i) à (xii) et (xiv) de l'article 16.1 ne sont valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote et sont prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Les décisions énumérées au point (xiii) ne sont valablement adoptées qu'à l'unanimité des associés de la Société.

Les décisions énumérées au point (xv) seront adoptées à la majorité et au quorum déterminés par la Loi.

16.2.7. Le Commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute réunion de la collectivité des associés, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même des représentants du comité social et économique s'il en a été nommé un ; les demandes d'inscription de projets de résolutions adressées le cas échéant par le Commissaire aux comptes obéissent au régime ci-dessus prévu pour les demandes des associés.

ARTICLE 17 - INFORMATION DES ASSOCIES

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du Commissaire aux comptes et/ou à un rapport du Président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport du Président s'il en est établi un, et du ou des rapports des Commissaires aux comptes.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la Société. Il appartient au Président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

ARTICLE 18 - PROCES-VERBAUX ET REGISTRE DE PRESENCE

Les décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ces feuilles ou ces registres sont tenus au siége de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, la date de délibération, les noms des associés présents, représentés ou absents et de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, le nom du Président de séance, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 20 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et établit tous rapports à présenter à l'approbation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés conformément aux lois et usages du commerce.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés doit statuer sur les comptes annuels au moins une fois par an.

ARTICLE 21 - RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 22 - CONTROLE DES COMPTES

Lorsque cette désignation est rendue obligatoire par les dispositions légales et réglementaires applicables, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes nommés et exerçant leur mission conformément à la loi.

ARTICLE 23 – COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Lorsque des délégués du comité social et économique sont désignés, ils exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprés du Président.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

24.1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

24.2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Du point de vue juridique, la transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

24.3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

24.4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au Tribunal de commerce compétent.
